



Communiqué de presse 19 juin 2020

En Belgique aussi, les enfants migrants et réfugiés sont exposés aux violences sexuelles.

La lutte contre les violences sexuelles pendant les conflits concerne également la Belgique

La majorité des personnes réfugiées et migrantes sont directement ou indirectement confrontées aux violences sexuelles et basées sur le genre, que ce soit avant, pendant ou après la fuite ou le parcours migratoire. Les enfants sont particulièrement susceptibles d'être victimes de ce type de violences. La Plate-forme Mineurs en exil et le centre d'expertise de l'Institut Supérieur des Sciences de la Famille de la haute école Odisee soulignent qu'il est primordial d'investir dans la reconnaissance des violences sexuelles et basées sur le genre, de soutenir les victimes dans leur résilience et de sensibiliser les (jeunes) personnes exilées aux risques et aux aspects positifs de la sexualité.

Une indignation sélective

Les violences sexuelles et basées sur le genre ne laissent personne indifférent. La commémoration du meurtre de Julie Van Espen a donné lieu à l'action largement soutenue [#bloomforforchange](#), accompagnée d'un plan en dix points afin de motiver les décideurs politiques à agir. « Mais notre indignation n'est-elle pas un peu sélective ? » se demande Melanie Zonderman, collaboratrice de la Plate-forme Mineurs en exil. « Qui se souvient d'Eunice, 23 ans, qui a été assassinée le 5 juin 2018 dans le quartier de la prostitution près de la gare du Nord de Bruxelles ? Eunice n'était pas une étudiante anversoise prometteuse, mais une travailleuse du sexe d'origine nigérienne. De plus, l'attention portée à la violence basée sur le genre se limite souvent aux victimes de viol ou de violence intrafamiliale. Les victimes de mutilations génitales, de mariages d'enfants ou de violences liées à l'honneur restent souvent cachées. Cependant, ces formes de violences sont souvent citées comme motif de demande d'asile ».

De nombreuses victimes de violences sexuelles ou basées sur le genre ayant un passé de réfugié ou de migrant sont oubliés dans ce débat. « Ils et elles ne peuvent ou n'osent pas demander de l'aide en raison d'un statut de séjour précaire ou irrégulier, de barrières administratives ou parce que leur sentiment de honte est trop grand. En outre, les personnes - professionnelles ou bénévoles - qui accompagnent ces jeunes personnes réfugiées ou migrantes ne reconnaissent souvent pas les signes de violences sexuelles ou basées sur le genre, ou ne savent pas comment y répondre de manière appropriée », déclare Melanie Zonderman.

Des chiffres révélateurs

Selon [l'Agence des Nations unies pour les réfugiés](#), il y a plus de 70 millions de personnes déplacées dans le monde, dont 26 millions sont des réfugiés qui fuient leur pays d'origine et cherchent une protection ailleurs. La moitié des personnes réfugiées dans le monde sont des enfants. De nombreuses personnes réfugiées fuient leur pays d'origine en raison des violences sexuelles ou basées sur le genre, mais elles sont également exposées à ces formes de violences pendant et après la fuite. [Ines Keygnaert \(Université de Gand\)](#) a interrogé des personnes réfugiées, des personnes migrantes et des personnes en séjour irrégulier en Belgique et aux Pays-Bas. Plus de la moitié (57 %) des personnes interrogées

ont eu un contact direct ou indirect avec les violences sexuelles ou basées sur le genre, y compris le viol et l'exploitation sexuelle. **Un cinquième** d'entre elles ont indiqué qu'elles avaient été elles-mêmes des victimes de telles violences. [L'Agence des Nations unies pour les réfugiés](#) souligne que les enfants et les jeunes sont particulièrement exposés au risque de devenir victimes de ces violences, non seulement pendant la fuite, mais aussi dans les pays d'accueil.

Que pouvons-nous faire ?

Cette dure réalité nous a incité en 2019 à organiser une conférence à ce sujet et maintenant, à l'occasion de **la Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit (19 juin)** et de **la Journée mondiale des réfugiés (20 juin)**, à sortir la publication « *Sexualité, violences sexuelles et jeunes avec une histoire de fuite. Quels outils et quelles voies pour l'avenir* » ?

« C'est ainsi que nous donnons une voix aux victimes », explique Bo Fagardo, chercheuse au sein du Centre d'expertise de l'Institut Supérieur des Sciences de la Famille. « Nous voulons aider toutes les personnes qui accompagnent ces jeunes à mieux reconnaître les violences sexuelles et basées sur le genre ». La publication contient des conseils très concrets. « Il n'est pas nécessaire d'être sexologue ou psychologue pour avoir une conversation explorative sur la sexualité », dit Bo Fagardo, qui est, d'ailleurs, sexologue elle-même. « Il est toutefois important que l'interlocuteur soit prêt à aborder la sexualité et que l'intervenant prenne en compte ses propres limites personnelles et professionnelles. Oser la conversation est un premier pas pour soutenir les victimes de violences sexuelles ou basées sur le genre, mais aussi pour sensibiliser les jeunes réfugiés et migrants aux risques et aux aspects positifs de la sexualité ».

Bien sûr, ce n'est pas la fin du travail. « Dans notre pays aussi, dans nos centres d'accueil, dans nos rues, il y a des enfants et des jeunes qui sont particulièrement vulnérables et qui risquent d'être victimes de violences sexuelles ou basées sur le genre. Il nous appartient donc aussi de nous attaquer à ce problème et de protéger ces enfants contre ce type de violence », conclut Melanie Zonderman.

« Nous demandons aux responsables politiques d'assigner un tuteur ou une tutrice provisoire aux mineurs non accompagnés dès la signalisation auprès du Service des tutelles, même en cas de doute sur la minorité. Pendant la phase d'identification, une attention particulière doit être accordée aux questions de genre et aux signes éventuels de violence. Pour cela, il faut que les professionnels et les bénévoles qui accompagnent les enfants réfugiés soient formés à la protection des enfants contre les violences sexuelles et basées sur le genre.

Nous encourageons les centres d'accueil à établir des procédures formelles pour détecter, signaler et suivre les cas de violence contre les enfants. Tous les dispositifs qui accueillent des mineurs doivent être dotés d'infrastructures appropriées, avec des toilettes et des douches séparées et des zones réservées aux garçons et aux filles, ainsi qu'une séparation entre les enfants et les adultes qui n'appartiennent pas à la même famille ».

Pour en savoir plus

La publication *Sexualité, violences sexuelles et jeunes en exil. Quels outils et quelles pistes pour l'avenir ?* peut être téléchargé gratuitement à partir du 19 juin via www.mineursenexil.be et www.kcgezinswetenschappen.be.

Qui sommes-nous ?

[La Plate-forme Mineurs en exil](#) est le seul réseau national et bilingue autour des questions liées aux enfants dans un contexte de migration et rassemble plus de 55 organisations. Nous coordonnons les actions des professionnel-le-s qui travaillent directement avec des mineurs étrangers non

accompagnés ou des enfants accompagnés de membres de leur famille, mais qui sont en séjour précaire ou irrégulier en Belgique. À travers de la coordination de notre réseau, nous visons une meilleure protection et inclusion sociale des enfants et des jeunes en situation de migration. Nous améliorons les connaissances et le travail des professionnel·le·s grâce à des échanges réguliers, des ateliers, des sessions de formation et des journées d'étude : www.mineursenexil.be

[Le centre d'expertise de l'Institut Supérieur des Sciences de la Famille](#) de la haute école Odisee travaille depuis un certain temps déjà sur le thème des familles réfugiées et des mineurs non accompagnés. Le Centre est engagé dans des projets de recherche concernant, entre autres, l'accompagnement dans la recherche d'un logement par des bénévoles, la résilience des parents et des enfants exilés et le processus de regroupement familial. Le centre d'expertise de veut soutenir les (futur·e·s) travailleurs·ses sociaux·ales et soignant·e·s dans la tâche importante consistant à découvrir et de renforcer la résilience des personnes et familles réfugiées : www.kcgezinswetenschappen.be

Contact

NL/FR : Melanie Zonderman, chargée de projet Enfants en famille en séjour irrégulier ou précaire au sein de la Plate-forme Mineurs en exil, 0467 78 47 67, mz@droitdesjeunes.com

NL : Bo Fagardo, Chercheuse au sein du Centre d'expertise de l'Institut Supérieur des Sciences de la Famille, bo.fagardo@odisee.be